

L'Irak après l'État islamique : une victoire qui change tout ?



Loulouwa AL-RACHID

Juillet 2017

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-732-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Comment citer cette publication :

Loulouwa Al-Rachid, « L'Irak après l'État islamique : une victoire qui change tout ? », *Notes de l'Ifri*, Ifri, juillet 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Loulouwa Al-Rachid est politologue, spécialiste de la politique irakienne. Elle est actuellement membre du programme « When Authoritarianism Fails in the Arab World » (Wafaw) au Centre d'étude des relations internationales (CERI) à Sciences Po Paris.

Résumé

L'offensive anti-État islamique sur Mossoul cristallise l'ensemble des problématiques politiques, sociales et sécuritaires qui conditionnent l'avenir de l'État irakien. La victoire sur les djihadistes suffira-t-elle à pacifier l'Irak et à insuffler à son régime politique largement dysfonctionnel une nouvelle dynamique ? La réforme du système, paralysé par un ordre milicien de plus en plus agressif et les agissements d'une classe politique prédatrice, attachée au *statu quo*, sur fond de revendications populaires, s'annonce difficile. Les tensions intra et inter communautaires complexifient les enjeux, entre suprématie chiite, isolement sunnite et désaccords kurdes. Les puissances extérieures, particulièrement le duopole États-Unis/Iran, pourraient tirer profit de cette décomposition. Crispations ethniques et religieuses, morcellement territorial et confrontation d'intérêts internationaux : l'Irak de demain reste une équation à plusieurs inconnues.

Sommaire

INTRODUCTION	5
UNE VICTOIRE MILITAIRE SANS LENDEMAIN ?	7
L'EXACERBATION DES DIVISIONS COMMUNAUTAIRES	10
Un maximalisme chiite	10
Un effacement des arabes sunnites	11
Une discorde intra-kurde	12
LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'ORDRE MILICIEN	14
Une jeunesse sacrifiée	14
Les nouvelles figures du leadership	15
Le déclin du cartel des anciens exilés	17
UN SYSTÈME POLITIQUE DANS L'IMPASSE.....	20
Une primature fragile	20
L'effervescence populaire	22
L'inconnue Sadriste	24
L'IRAK COMME ARÈNE D'UNE MONTÉE DES TENSIONS AMÉRICANO-IRANIENNES ?	27
Le legs de l'administration Obama	27
Le revirement vers un endiguement de l'influence iranienne.....	28
CONCLUSION	31

Introduction

L'Irak attend son ultime victoire militaire contre l'État islamique (EI). La plupart des sanctuaires territoriaux que les djihadistes avaient conquis depuis le début de leur « expansion » en 2013-2014 ont été repris, l'un après l'autre, par les forces armées irakiennes qui accomplissent un effort de guerre colossal. Symboliquement, cette victoire sera scellée par la libération totale de Mossoul, la grande ville sunnite du nord du pays d'où le califat d'Abou Bakr Al-Baghdadi a été proclamé au printemps 2014¹. La montée en puissance du soutien fourni par la coalition internationale contre le terrorisme – notamment l'intensification des bombardements aériens et le déploiement de forces spéciales et d'instructeurs militaires occidentaux auprès des forces armées irakiennes, aussi bien régulières qu'irrégulières (milices kurdes, tribales, etc.) –, a indéniablement porté ses fruits dans cette guerre totale.

Pour autant, cette victoire militaire attendue contre l'EI suffira-t-elle à pacifier l'Irak et à insuffler à son régime politique largement dysfonctionnel une nouvelle dynamique ? À plus d'un égard, ce régime instauré à Bagdad sous la houlette de la puissance américaine occupante est symboliquement « mort » lorsque l'armée irakienne a livré, sans se battre, Mossoul aux djihadistes en juin 2014, ouvrant la voie à une guerre de sécession des régions sunnites de l'ouest et du nord-ouest du pays. Ce régime est massivement rejeté par la population, incapable d'établir de l'ordre sur l'ensemble du territoire irakien², et encore moins d'exercer un monopole sur la violence légitime ou sur les ressources nationales. La classe politique irakienne, notoirement corrompue, maintient cependant sa préférence pour le *statu quo ante*, et n'envisage la réconciliation nationale que comme une soumission de gré ou de force de l'adversaire. Pourra-t-elle redonner espoir à une société meurtrie par la violence depuis 2003, minée par des appartenances ethniques et religieuses antagonistes, et confrontée

1. Le 4 juillet 2014, dans un sermon prononcé du haut du *minbar* (estrade) de la mosquée Al-Nouri de Mossoul, Abou Bakr Al-Baghdadi a annoncé la restauration, sous le nom d'« État islamique », du califat aboli par Kemal Atatürk en 1924 ; il s'est quant à lui autoproclamé successeur du prophète Mohammed prenant le titre de calife Ibrahim. Sur l'histoire de cette institution politique et sa centralité dans l'islam, voir N. Mouline, *Le Califat. Histoire politique de l'islam*, Paris, Flammarion, 2016.

2. Au début de l'année 2017, le gouvernement irakien a signé des contrats avec plusieurs compagnies américaines de sécurité privée afin de sécuriser l'autoroute reliant la capitale à Bassorah, la grande métropole du sud, ainsi que l'axe Bagdad-Amman. D'une importance cruciale pour le trafic de marchandises, ces deux routes font régulièrement l'objet d'attaques de bandits de toutes sortes.

à des difficultés économiques grandissantes dues à la baisse des revenus pétroliers et au coût exorbitant de la guerre contre le terrorisme ? Comment les intentions de la nouvelle administration américaine présidée par Donald Trump et le jeu des puissances régionales (Iran, Turquie, Arabie Saoudite...) influenceront-ils sur l'Irak après la guerre contre Daech ?

Une victoire militaire sans lendemain ?

La défaite de l'État islamique (EI) à Mossoul a peu de chance de sonner le glas du phénomène djihadiste dont l'irruption en Irak est concomitante à l'occupation américaine et à la marginalisation politique des arabes sunnites depuis 2003. Même si l'EI a subi de lourdes pertes et que la plupart de ses commandants ont été éliminés, sa résistance féroce et son indéniable savoir-faire militaire en matière de combat urbain (utilisation de drones, d'armements modifiés, d'engins explosifs improvisés transportés dans des véhicules ou VBIEDs, installations souterraines, etc.) hypothèquent, à n'en point douter, l'avenir du pays. D'ores et déjà redéployés sur quelques poches réduites et isolées dans les zones désertiques des provinces d'Al-Anbar et de Salaheddine, ainsi que dans les montagnes de Diyala, les djihadistes continuent à recourir à des attentats spectaculaires dans les grandes villes, dont Bagdad, ainsi que dans les lieux à forte identité chiite³. Ainsi, les kamikazes ne sont plus uniquement des combattants étrangers mais de plus en plus des Irakiens, signe d'une radicalisation sunnite qu'il sera difficile, à l'avenir, d'inverser. Cette capacité de frappe laisse entrevoir un retour, pour les prochaines années, au terrorisme urbain et à la stratégie insurrectionnelle d'Al-Qaïda en Irak qui s'appuyait sur une nébuleuse de cellules et de branches clandestines et autonomes⁴. Chacune de leurs frappes met à nu les dysfonctionnements et la corruption du gouvernement central et de son appareil de sécurité, installant au passage durablement les deux camps, sunnite et chiite, dans l'engrenage identitaire. Ces frappes enveniment également les relations entre les forces politiques chiites elles-mêmes, qui se rejettent la responsabilité de l'impasse du « processus politique » les unes sur les autres. Les préparatifs pour les élections législatives et provinciales prévues au printemps 2018 – si tant est qu'elles puissent se dérouler avec presque quatre millions de déplacés internes – s'ajoutent aux tensions existantes.

3. Le 3 juillet 2016, un camion piégé conduit par un kamikaze a explosé dans Karrada, un quartier commerçant et majoritairement chiite du centre de Bagdad, tuant plus de 320 personnes. Lorsque le Premier ministre Haïder Al-Abadi s'est rendu sur les lieux de l'explosion, les habitants l'ont accueilli à coup de jets de détritus.

4. Sur la trajectoire du djihadisme en Irak depuis 2003, voir H. Abu Hanieh et M. Abu Rumman, *The "Islamic State" Organization: The Sunni Crisis and the Struggle of Global Jihadism*, Amman, Friedrich Ebert Stiftung, 2015, disponible sur : <http://library.fes.de>.

Depuis l'été 2014, la guerre contre le terrorisme a eu un coût humain très lourd pour les populations civiles irakiennes⁵. La réclame faite autour d'une guerre « propre » – contrairement à celle menée par Bachar Al-Assad et son allié russe pour reconquérir Alep, est largement contredite par la réalité des bombardements aériens et des tirs d'artillerie lourde sur des zones densément peuplées, par exemple la rive ouest de Mossoul (cas extrême). Les habitants de la ville y sont pris entre deux feux, celui jusqu'au-boutiste de l'État islamique et celui de l'imposante armada de forces hétéroclites qui entendent l'éradiquer. Bénéficiant d'un fort appui aérien de la part de la coalition internationale, ces dernières se composent à la fois de troupes irakiennes régulières et irrégulières (forces spéciales du Service du contre-terrorisme ; armée ; police fédérale ; peshmergas ; milices chiïtes, tribales, chrétiennes, yézidiennes, turkmènes, etc.) souvent en compétition entre elles pour s'approprier la victoire et ses dividendes. La distinction entre combattants et civils a été irrémédiablement gommée. Les civils qui fuient les combats abandonnent tout derrière eux et finissent dans des camps de réfugiés mal préparés pour les accueillir, en l'absence d'une mobilisation adéquate des agences onusiennes, et d'une véritable prise en charge de la part du gouvernement irakien, faute de moyens financiers ou de volonté politique, en plus de la corruption habituelle des circuits de distribution de l'aide. La reconquête du territoire sur l'EI entraîne d'énormes destructions : jusqu'à 80 % des infrastructures pour la ville de Ramadi à l'ouest de Bagdad, libérée en décembre 2016⁶. À Mossoul, le nihilisme guerrier de l'EI a d'ores et déjà anéanti la vieille ville : les derniers djihadistes qui y sont retranchés n'ont pas hésité à réduire en poussière la mosquée Al-Nouri pour ne pas voir le drapeau irakien flotter de nouveau sur son célèbre minaret incliné datant du XII^e siècle et considérée comme l'emblème historique de la ville.

La peur règne dans une société où tous les hommes, y compris les adolescents, risquent d'être dénoncés à tort ou à raison comme membres ou sympathisants du mouvement djihadiste et peuvent être envoyés dans des centres de détention où la pratique de la torture est loin d'être exceptionnelle⁷. On sait que le gros des troupes de l'EI en Irak s'était intégré dans le tissu local, ses zéloteurs s'étant imposés par la force bien plus que par l'adhésion au projet califal, pour monter dans la hiérarchie

5. Voir L. Al-Rachid et P. Harling, « Ce qui se cache sous la "guerre contre le terrorisme" en Irak », *Orient XXI*, 20 avril 2017, disponible sur : <http://orientxxi.info>.

6. Voir « Satellite Imagery of Ramadi Shows Cost of Liberation from ISIS », 6 mai 2016, disponible sur : <https://english.alarabiya.net>.

7. Voir Amnesty International, « Iraq: Tribal Militia Tortured Detainees in Revenge Attacks during Mosul Offensive », 2 novembre 2016, disponible sur : www.amnesty.org; et Human Rights Watch, « Iraq: Hundreds Detained in Degrading Conditions », 13 mars 2017, disponible sur : www.hrw.org.

sociale et s'enrichir (spoliation des terres et autres biens, contrebande et trafics, etc.). Chaque famille de Mossoul compte en son sein des individus ayant collaboré avec ceux qui administraient la ville, comme les autres régions sunnites d'Irak depuis 2013-2014. En l'absence d'institutions capables d'encadrer l'épuration post-Daech, le processus de retour à la normale risque d'être long et chaotique.

L'exacerbation des divisions communautaires

Un maximalisme chiite

La guerre contre l'EI bouleverse fondamentalement le champ politique irakien et en amplifie les divisions. La « nation-confession » chiite galvanisée par la guerre contre les *takfiristes* (les sunnites excommunicateurs des chiïtes) veut désormais s'imposer à tous, plus que jamais triomphaliste. Une culture distinctement chiite monopolise ainsi l'espace public. Ses innombrables rituels religieux, son iconographie (affiches à l'effigie des grands ayatollahs, notamment les Iraniens Khomeini et Khamenei, commandants de milice et martyrs), ses codes vestimentaires, son dialecte et son accent profondément ancrés dans le sud de l'Irak, dans la ruralité et dans la variante de tribalisme qui le singularisent, explosent et débordent jusqu'aux régions sunnites libérées. Nombreux sont les politiciens chiïtes de premier plan qui réclament ouvertement la propriété exclusive de l'État irakien, autrement dit le droit de gouverner seuls et de monopoliser tous les rouages de l'État et de l'appareil de sécurité au nom de la majorité démographique. Un glissement s'est ainsi opéré vers l'exercice de leur hégémonie en lieu et place du principe de la « concordance nationale » qui avait prévalu depuis 2003, du moins dans le discours officiel. Ce principe avait justifié des gouvernements de coalition associant au pouvoir les deux autres composantes du pays, les Kurdes et les arabes sunnites⁸.

8. Inspiré du modèle consociationaliste théorisé par Arend Lijphart qui met l'accent sur le partage du pouvoir et les éléments de consensus pour démocratiser les sociétés profondément divisées, la « concordance nationale » à l'irakienne visait à empêcher la dictature de la majorité démographique chiite sur les deux minorités, sunnite et kurde, du pays. Dans les faits, elle a consacré une logique de dépeçage des rouages du pouvoir et alimenté une corruption politique à grande échelle. Dénuée de tout fondement constitutionnel, elle procède d'un accord informel entre les formations politiques associées à l'occupation américaine et qui, depuis 2003, monopolisent le pouvoir au nom de la défense des intérêts de leurs communautés respectives. Voir N. Younis, « From Power-Sharing to Majoritarianism: Iraq's Transitioning Political System », in C. Spencer, J. Kinninmont et O. Sirri, *Iraq Ten Years On*. Chatham House, mai 2013, p. 19-21, disponible sur : www.chathamhouse.org.

Un effacement des arabes sunnites

Ayant du mal à se débarrasser de l'accusation de sympathies pro-Daech, les sunnites d'Irak se font désormais plus discrets et modifient légèrement leur nom, leur adresse ou leur accent pour passer inaperçus. Dans bon nombre de régions libérées, le retour de ceux qui ont fui les combats est tributaire de la bonne volonté des chefs de milices chiites qui ont pris le contrôle. De plus, leurs représentants politiques font figure de grands perdants de l'après-État islamique. Plus que jamais divisés et discrédités, ils n'ont d'autre choix que de se laisser coopter par les acteurs de la scène chiite et leurs sponsors iraniens. L'option d'une région sunnite autonome, sur le modèle du Kurdistan, ressurgit. Que ce soit sous la forme de plusieurs régions fédérées conservant plus ou moins les frontières actuelles des trois gouvernorats sunnites, (Ninewa, Salaheddine, et Anbar) ou d'un grand « Sunnistan », cette idée est mise en avant par une partie des élites politiques de Mossoul, des députés Frères musulmans ainsi que des exilés, anciens baasistes et vétérans de l'insurrection de la première heure contre l'occupation américaine aujourd'hui réfugiés en Jordanie et dans les monarchies du Golfe⁹. Bagdad s'y oppose farouchement et accuse les défenseurs de ce projet de vouloir diviser le pays, accusation fort exagérée au vu des réalités sur le terrain. Jusqu'à présent, le gouvernement de Haïder Al-Abadi n'a pour sa part formulé aucune vision politique ou évoqué aucun nouveau contrat social pour regagner la confiance des populations sunnites libérées, hormis une maigre prise en charge des immenses besoins humanitaires. Le flou règne sur les contours de l'après-EI, quant aux termes de la reconstruction des infrastructures, son financement et surtout l'épineuse question du contrôle sécuritaire des territoires. Si la reprise de Mossoul scellera le sort de l'EI en Irak et dans tout le Levant, la façon dont cette grande ville sera administrée déterminera tout autant l'avenir politique de l'Irak.

9. Depuis le début de l'année 2017, les politiciens sunnites organisent des conférences à l'étranger (Jordanie, Turquie, Suisse, Bruxelles, etc.) et mobilisent des lobbies à Washington et dans certaines capitales européennes dont la France ; ils y débattent de leur avenir politique sans pour autant parvenir à une vision commune ni à se faire accepter par Bagdad comme des interlocuteurs légitimes. Ils restent aux yeux de la majorité chiite coupables de trahison et de collusion avec des puissances jugées hostiles telles que la Turquie et l'Arabie Saoudite et pour certains d'entre eux des terroristes.

Une discorde intra-kurde

La guerre a également déstabilisé l'entité fédérée kurde en dépit de l'important soutien occidental, militaire et financier, dont elle a bénéficié. Ses dirigeants sont, eux aussi, divisés et doivent affronter une opinion publique de plus en plus critique de leurs dérives, entre autoritarisme et népotisme. Le président Massoud Barzani (Parti démocratique kurde – PDK) dont le mandat a expiré en 2014, refuse d'organiser de nouvelles élections et a suspendu le Parlement régional kurde. Son clan et son appareil de sécurité règnent sans partage sur le gouvernorat d'Erbil, où se trouve la capitale du Kurdistan irakien, et celui de Dohouk, frontalier de la Turquie, avec laquelle il a fortement resserré ses liens. La crise économique, notamment l'incapacité de faire face au coût de fonctionnement de l'administration ravive les tensions avec l'autre grand parti kurde, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Contrôlant Suleymaniye, région frontalière de l'Iran, l'UPK n'hésite pas à se tourner vers la République islamique iranienne avec laquelle il a augmenté ses échanges commerciaux et sécuritaires pour rééquilibrer le rapport de force avec son rival kurde¹⁰.

La guerre contre l'EI exacerbe en outre le conflit entre Kurdes et arabes pour la possession du territoire et des ressources pétrolières, en même temps qu'elle invite toutes sortes d'ingérences extérieures. Le conflit se cristallise autour de la question des territoires dits disputés dont le sort, rattachement à Bagdad ou au gouvernement régional kurde, devait, selon la Constitution irakienne (article 140), être décidé par voie de référendum. Or, ces territoires riches en pétrole, en particulier le gouvernorat de Kirkouk où le drapeau kurde a remplacé le drapeau irakien sur les bâtiments administratifs, sont *de facto* passés sous contrôle militaire kurde. En juin 2014, les peshmergas ont, en effet, empêché ces territoires de tomber entre les mains des combattants de l'État islamique et refusent aujourd'hui de les restituer. Enfin, la guerre a renforcé la présence et les activités au Kurdistan irakien d'une autre organisation politico-militaire, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), venu de Turquie. Ce dernier mène une guérilla séparatiste de longue date contre l'État turc ; sa branche syrienne, le Parti de l'Union démocratique (PYD) s'est également imposée, à la faveur du soulèvement contre Bachar Al-Assad, comme le défenseur des Kurdes de Syrie. Déjà présent au Kurdistan irakien, dans les montagnes de Qandil, le PKK y a étendu ses activités au lendemain de la chute de Mossoul : des combattants du PKK ont pris le contrôle de la partie

10. Sur les divisions intra-kurdes avivées par la guerre contre l'EI, voir Crisis Group, « Arming Iraq's Kurds: Fighting IS, Inviting Conflict », *Report*, n° 158, mai 2015, disponible sur : www.crisisgroup.org.

irakienne du Mont Sinjar, à cheval entre la Syrie et l'Irak, et y protègent la minorité yézidie des persécutions de l'EI. Le PKK, pourtant classé comme organisation terroriste par les Turcs et leurs alliés occidentaux, devient alors pour Washington un atout non négligeable dans la guerre contre l'EI.

Bien que membre de la coalition internationale contre le terrorisme, la Turquie voit d'un très mauvais œil le renforcement rapide de la place de ce mouvement kurde, et bombarde ses positions en Irak mais aussi en Syrie ; elle pousse également le PDK de Barzani à le combattre¹¹. L'Iran enfin ne pouvait rester simple spectateur de ce jeu des puissances ; il participe directement ou indirectement à travers les milices chiites à la course pour le contrôle du Kurdistan – voire son découpage en zones d'influence – et de la région de Mossoul. Bien que les analystes divergent sur sa teneur, le soutien *sotto voce* apporté par l'Iran au PKK a pour but de préserver un corridor d'accès au territoire syrien en même temps que de contenir l'influence turque¹². L'annonce par Massoud Barzani de la tenue, en septembre 2017, d'un référendum sur l'indépendance du Kurdistan complique davantage ce paysage politico-militaire marqué par la versatilité et le caractère contre-nature des alliances. Certains politiciens kurdes d'Irak considèrent qu'une indépendance à l'heure actuelle ne serait qu'une promesse de guerre civile intra-kurde, appelant inévitablement à de nouvelles ingérences extérieures, similaires à celles qui ont plongé le Sud-Soudan dans le chaos une fois l'État proclamé.

11. En mars 2017, des escarmouches ont éclaté dans un village de Sinjar entre les Rojava, peshmergas syriens affiliés PDK, et ceux affiliés au PKK, les YBS (Unités de protection de Sinjar), qui refusent de quitter la région après sa libération du joug de l'EI. Fin avril 2017, l'aviation turque bombarde les positions du PKK aussi bien au Kurdistan irakien qu'en Syrie, tuant une vingtaine de ses combattants.

12. Voir, « Proxy War? Complicated Allegiances in Sinjar Will Threaten Iraqi Kurdish Unity in Long Run », *Niqash*, 16 mars 2017, disponible sur : www.niqash.org.

La montée en puissance de l'ordre milicien

Une jeunesse sacrifiée

L'État et le peuple irakien ne souffrent pas uniquement de la brutalité des djihadistes de l'EI mais aussi de ceux qui les combattent. En particulier, les milices chiites rassemblées sous la dénomination officielle de la Mobilisation populaire (*al-hashd al-shaabi*) et dotées, en théorie, d'un commandement unifié sous l'autorité du Premier ministre. Ces milices fondent leur légitimité sur une *fatwa* émise le 13 juin 2014 par l'ayatollah Sistani, la plus haute autorité religieuse chiite d'Irak. Ce dernier a, en effet, appelé les Irakiens à une levée en masse de volontaires pour contrer la menace au lendemain de la chute de Mossoul. Cet appel vaut injonction juridique : en rendant obligatoire un contre-djihad collectif et défensif, l'ayatollah Sistani – qui s'est pourtant toujours montré soucieux de la légalité constitutionnelle – a fini par légitimer la montée en puissance de milices dont certaines préexistaient à l'EI et avaient dans le passé combattu l'occupation américaine.

Plusieurs dizaines de milliers de jeunes chiites ont répondu à l'appel. Ils sont issus de la même jeunesse, pauvre et chômeuse, que leurs adversaires sunnites. Car, depuis le début des années 2000, une grande partie de la jeunesse irakienne est socialisée dans une culture populaire qui banalise, légitime et esthétise la violence spectaculaire et le massacre (*al-zabh*). Cette culture a ses héros et ses vilains (feu Shaker Wahib, le bourreau de l'EI et son homologue chiite, Abou Azrael, « l'ange de la mort »), son iconographie, son folklore (vidéos, hymnes, bannières, parades en uniformes militaires et véhicules tout-terrain, etc.), et ses organisations caritatives, et agit comme un véritable multiplicateur du nombre de combattants, occasionnels ou réguliers, professionnels ou amateurs. Cette jeunesse se recrute essentiellement en milieu rural ou rurbain, aux marges de la société et de l'économie irakiennes, dans les catégories de la population restées hors du système. Les jeunes sunnites comme chiites sont sacrifiés par des partis politiques élitistes qui n'envisagent la participation politique et l'insertion dans la vie active qu'à travers la cooptation d'individus choisis pour leurs liens de parenté, leur loyauté, leurs compétences ou leurs capacités à leur apporter des soutiens

locaux. Dans une économie hypertrophiée par la fonction publique (passée d'un demi-million en 2003 à plus de 3 millions de fonctionnaires en 2010 auxquels s'ajoutent un million et demi de retraités de la fonction publique) il n'y a quasiment aucune possibilité d'emploi pour ces derniers en dehors des réseaux clientélistes mis en place par les partis et les milices armées qui leur sont associées. L'ascension de l'EI a occulté commodément ces multiples dynamiques de conflit au cœur de la société irakienne qui est, dans son ensemble, livrée à elle-même et condamnée à trouver des ressources de survie par ses propres moyens, en dehors des institutions, ou à émigrer à l'étranger.

Les nouvelles figures du leadership

En dépit des sommes formidables – cela se chiffre en dizaines de milliards de dollars qui lui ont été consacrés par les États-Unis puis par les gouvernements irakiens depuis 2003¹³ –, l'armée irakienne a subi une humiliante défaite face à l'EI à Mossoul en juin 2014. C'est cet échec même, ainsi que le contexte d'urgence militaire, qui a créé les conditions de l'émergence de toutes sortes de forces armées irrégulières. Bien qu'ayant de forts accents de djihad chiite, la Mobilisation populaire n'épargne pas les autres composantes religieuses et ethniques qui forment la société irakienne, jusqu'aux plus petites minorités (Yézidis, chrétiens, Turkmènes, etc.) qui n'ont eu d'autre choix que de prendre les armes pour se défendre. En de nombreux endroits, le pays est désormais passé sous la coupe d'une myriade de milices violentes et prédatrices, résolues à faire leur entrée dans l'arène politique officielle au prix du sang versé.

Même si l'essentiel des combats contre l'EI a reposé sur les forces du Service du contre-terrorisme¹⁴, la contribution des milices à l'effort de guerre a été déterminante, notamment dans la défense des petites villes et des villages ceinturant Bagdad, dont les habitants se divisent entre sunnites et chiites. À Mossoul, les milices ont participé à l'encerclement des djihadistes en empêchant ces derniers de fuir vers leur autre capitale, la ville de Raqqa en Syrie ; celles perçues par les États-Unis comme les moins inféodées à l'Iran ont été autorisées à se battre à l'intérieur même de Mossoul en dépit de l'hostilité des habitants.

13. Voir M. Knights, « The Future of Iraq's Armed Forces », *Al-Bayan Center Publications Series*, n° 8, mars 2016, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

14. Créées et directement entraînées par l'armée américaine en 2003, ce sont des forces spéciales qui comptent environ 10 000 hommes aguerris. Elles ne relèvent ni du ministère de la Défense, ni de celui de l'Intérieur mais sont directement rattachées au Premier ministre. Les combats contre l'EI leur ont conféré un véritable statut patriotique et héroïque aux yeux de la population irakienne d'autant plus qu'elles se sont montrées soucieuses de préserver les vies humaines et de limiter les destructions.

Les effectifs miliciens sont incertains mais selon plusieurs estimations, ils compteraient une centaine de milliers de combattants répartis entre plus de 50 milices, tantôt unies et marchant comme un seul homme, tantôt incontrôlables et concurrentes. Soutenues par l'Iran dont elles reproduisent le modèle des *bassidj* – la branche la plus fanatisée des Gardiens de la Révolution islamique –, ces milices diffèrent entre elles du point de vue de la combativité, de la discipline et bien sûr des effectifs et de l'armement. Ainsi, la puissante Organisation Badr dirigée par Hadi Al-Amiri dispose d'hélicoptères et de chars d'assaut ; son entrisme depuis 2003 dans l'armée et la police fédérale, puis sa direction du ministère de l'Intérieur et des Transports lui ont donné un accès privilégié aux ressources – financières et militaires – ainsi qu'aux infrastructures de l'État. Elle est talonnée par *Asaeb Ahl-al-Haqq* (Ligue des vertueux) et le *Hezbollah Irak*, également de fabrication iranienne et utilisés pour harceler les troupes américaines avant leur retrait en 2011. *Saraya al-Salam* (Brigades de la paix, ex-Armée du Mahdi) du Courant sadriste peut rivaliser en taille avec l'Organisation Badr mais elle est restée légèrement en retrait des combats contre l'EI, préférant se concentrer sur la défense de certains lieux symboliques pour les chiïtes comme Samarra, jouer sur la fibre nationaliste là où les autres milices affichent un sectarisme chiïte outrancier, et surtout faire pression sur le gouvernement par sa forte concentration à Bagdad. Enfin, la *marja'iyya* religieuse de Najaf et de Karbala (le clergé chapeauté par l'ayatollah Sistani) s'est également dotée de plusieurs milices armées (Division combattante d'Al-Abbas, les Soldats de la *marja'iyya*, Division de l'imam Ali, etc.) financées sur ses deniers propres et qu'elle pousse à une plus grande participation aux combats et à la distribution de l'aide humanitaire aux déplacés. À ces milices de premier plan, il convient d'ajouter des dizaines d'autres créées par des entrepreneurs de violence ; ce sont souvent des « franchisées » des premières, sous les ordres d'Abou Mahdi Al-Mohandis. Cet ancien islamiste exilé en Iran avant 2003 est tout à la fois chef de plusieurs milices armées et député au Parlement.

Les combats contre l'EI ont ainsi provoqué un grand processus de milicisation de la vie politique et des institutions irakiennes et, à l'échelle du Levant, l'organisation d'une véritable transhumance guerrière. Certaines de ces milices ont envoyé, à partir de 2012-2013, des troupes pour combattre aux côtés du régime syrien, suivant en cela le modèle du Hezbollah libanais et les injonctions de leur tuteur iranien¹⁵. Elles se sont alors installées comme acteur à part entière dans le jeu régional, suivant

15. Voir P. Smyth, « The Shiite Jihad in Syria and Its Regional Effects », *Policy Focus*, n° 138, The Washington Institute For Near East Policy, 2015, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

une logique de sous-traitance pour le compte de l'Iran, mais aussi pour leur propre compte, à des fins partiellement lucratives. L'affaire des fauconniers qataris, venus chasser dans le sud de l'Irak en 2015 et kidnappés par l'une de ces milices chiïtes, en fournit une parfaite illustration, entremêlant considérations crapuleuses et enjeux liés à l'affrontement entre les djihadistes et le Hezbollah libanais en Syrie¹⁶.

Si cette Mobilisation populaire rebat essentiellement les cartes entre les forces politiques chiïtes, elle n'en bouleverse pas moins les rapports de force intra-sunnites en favorisant l'ascension de nouvelles figures politico-armées. Pour se décharger des accusations de sectarisme et d'exactions contre les civils (pillages, racket, maltraitances et exécutions dans les centres de détention des hommes suspectés d'affiliation à l'EI et, enfin, déportations aux allures de nettoyage confessionnel¹⁷), la plupart des milices chiïtes disposent d'auxiliaires sunnites, souvent issus du monde tribal et qui leur permettent de mieux contrôler les régions libérées. Regroupant ce qui subsistait des *Sahwas* tribales (Conseils du réveil tribal) après le départ des troupes américaines qu'elles ont secondées dans la lutte contre Al-Qaïda, puis cooptées par Nouri Al-Maliki lorsqu'il était Premier ministre, ces unités sunnites sont aujourd'hui sans poids ni autonomie sur le terrain (faiblesse des effectifs et de l'armement). Elles sont surtout tout aussi compromises dans les exactions contre la population s'étant également auto-investies d'une mission d'épuration, établissant des listes de noms, procédant à des rafles et autorisant, sélectivement ou moyennant finances, les habitants à retourner chez eux tandis que d'autres sont soumis à un chantage à l'accès à l'aide humanitaire.

Le déclin du cartel des anciens exilés

Compte tenu de leurs sacrifices dans la guerre contre le terrorisme, les milices sont devenues extrêmement populaires aux yeux d'une majorité d'Irakiens qui voient en leurs chefs charismatiques une alternative crédible à une classe politique également assimilée à une « milice », celle qui a

16. La milice irakienne en question (Hezbollah Irak) a touché une rançon s'élevant à plusieurs centaines de millions de dollars envoyés par avion à Bagdad mais leur prise d'otages a également servi à l'Iran pour négocier un cessez-le-feu en Syrie entre son allié du Hezbollah et les islamistes soutenus par le Qatar, dont Al-Nosra. Ce cessez-le-feu a permis l'évacuation des civils de plusieurs villages encerclés par les uns et par les autres. Voir H. Hassan, « The Complex Backstory of the Qatari Hostage Deal », *The National*, 23 avril 2017, disponible sur : www.thenational.ae. Auparavant, une autre prise d'otages d'ouvriers turcs travaillant sur un chantier à Bagdad a servi à faire pression sur Ankara pour cesser son soutien aux rebelles syriens et ne pas laisser la contrebande pétrolière entre le KRG et la Syrie passer à leur profit. Voir également « Shiite Militia Releases 16 Turkish Workers Abducted in Iraq », *The New York Times*, 30 septembre 2015, disponible sur : www.nytimes.com.

17. Voir « Iraq: Ban Abusive Militias from Mosul Operation. Unpunished Killings, Torture Put Civilians in Harm's Way », Human Rights Watch, 31 juillet 2016, disponible sur : www.hrw.org.

mené le pays au bord du gouffre : la milice de la corruption (*militia al-fassad*).

Aussi, le *Hashd al-Shaabi* menace directement les partis de gouvernement, d'abord Al-Da'wa mais aussi le Conseil suprême islamique irakien auxquels l'occupation américaine avait confié les rênes du pouvoir¹⁸ ; ces partis islamistes chiites sont désormais confrontés à la concurrence des acteurs armés qui s'estiment lésés par les quotes-parts d'accaparement du pouvoir et des ressources publiques (*muhasassa*) évoquées plus haut. Certes, les nouveaux venus en politique issus de l'ordre milicien cherchent davantage à améliorer leur position au sein du système de la Zone verte qu'à le renverser. Cette petite enclave territoriale hautement sécurisée au cœur de la capitale irakienne a été instituée par les États-Unis pour y protéger, outre leur immense ambassade, le Parlement, les services du gouvernement ainsi que les demeures des politiciens les plus influents. Ils préparent tous leurs listes pour les prochaines élections mais divergent sur la nature de l'État irakien et sur ce que signifie l'objectif de battre l'EI : est-ce la défaite du terrorisme, ou celle de l'insurrection sunnite qui ne cesse depuis 2003, en changeant de visage ou d'appellation, de se radicaliser faute de solution politique ; ou tout simplement la défaite des sunnites d'Irak ?

En attendant, les milices ont d'ores et déjà obtenu une reconnaissance ambiguë de leur statut. Le gouvernement de Haïder Al-Abadi a regroupé leurs principaux chefs dans une Commission de la mobilisation populaire et leur a octroyé un budget annuel qui se chiffre à plus d'un milliard et demi de dollars. Le Parlement irakien a également voté une loi (novembre 2016) qui officialise les milices et les érige en outil de défense parallèlement à l'armée et à la police fédérale, formellement placée sous les ordres du Premier ministre, qui est aussi le Commandant suprême des forces armées. Cette loi leur accorde les mêmes privilèges que les militaires et les policiers (soldes, indemnités, avantages en nature, etc.) et leur interdit dans le même temps toute activité politique. Il n'est pas sûr que cette institutionnalisation résolve la question : en Irak, le régulier et l'irrégulier se retrouvent dans une relation paradoxale de rivalité et de complémentarité incontournable dans le contexte de faiblesse de l'État devant ses ennemis. Cette situation oblige donc ce dernier à partager plus ou moins durablement ses compétences régaliennes. Il sera difficile de remettre en question cette nouvelle donne milicienne quand bien même le phénomène de l'EI serait enrayé ; les tentatives passées de dissoudre les

18. Sur le fonctionnement des partis politiques irakiens, voir L. Al Rachid, « Irak : la malédiction du trop-plein partisan », *Confluences Méditerranée*, 2016/3 (n° 98), p. 124-135.

milices au sein des forces régulières ont amplifié le problème du manque de coordination, du factionnalisme et de la corruption de celles-ci, bien plus qu'elles n'ont contribué à restituer le monopole de la violence légitime à l'État.

Par ailleurs, les gouvernorats les plus pauvres du sud de l'Irak qui ont fourni le gros des miliciens craignent de plus en plus le retour de ces derniers qui s'accompagnera certainement d'un chaos sécuritaire et d'un racket des habitants et des commerçants dont ce contre-pouvoir est coutumier.

Un système politique dans l'impasse

Une primature fragile

Le Premier ministre Haïder Al-Abadi, qui a la faveur des gouvernements occidentaux et des pays arabes, a indéniablement marqué des points importants en maintenant une unité et une détermination de façade dans la guerre contre l'EI. Issu du parti islamiste Al-Da'wa, il cultive par ailleurs une image de dirigeant « chiite modéré » capable de défendre un certain irakisme face à l'Iran et de rassurer à la fois les sunnites d'Irak et les États arabes voisins. Son récent rapprochement avec l'Arabie Saoudite dont il a accueilli, contre toute attente, le ministre des Affaires étrangères à Bagdad (25 février 2017), sa participation au sommet de la Ligue arabe à la mer Morte (fin mars 2017) puis sa visite à Riyad (19 juin 2017) attestent de cette volonté de prise de distance avec l'Iran. Il en est récompensé par un net soutien extérieur¹⁹.

Début 2016, les institutions financières internationales lui ont octroyé d'importants crédits pour faire face à l'urgence budgétaire et éviter la rupture dans le fonctionnement de bon nombre d'administrations publiques. En effet, depuis son entrée en fonction, les réserves de la banque centrale irakienne sont passées de 80 milliards de dollars à 49 milliards au début de l'année 2017 tandis que la dette publique a augmenté de 35 milliards de dollars. Certes, Al-Abadi a pu bénéficier de dons étrangers pour la reconstruction des régions partiellement ou entièrement détruites par les combats mais ces fonds sont loin d'être à la hauteur du défi. Le soutien extérieur est loin de consolider sa position à la tête du gouvernement, surtout vis-à-vis de ses partenaires-adversaires, ceux de l'Alliance nationale regroupant les principales formations islamistes chiites ainsi que les partis politiques kurdes qui dominent les administrations étatiques et le Parlement depuis 2003. Il ne parvient pas à mettre en place les réformes de l'État et de l'économie promises, et reste prisonnier d'une politique politicienne corrompue et sclérosante. À sa décharge, sa relative paralysie s'explique par le fait qu'il ne commande pas la loyauté d'un bloc

19. Fin mars 2017, Haïder Al-Abadi est le premier chef d'État arabe à avoir été reçu chaleureusement par le président Donald Trump à peine installé aux commandes de la Maison-Blanche.

parlementaire distinct et est contraint à un jeu d'équilibriste entre les diverses composantes de l'échiquier politique chiite, sans oublier les arabes sunnites et les Kurdes. Il fait surtout face à une opposition dangereuse de la part de son propre parti politique, le parti Al-Da'wa, resté largement fidèle à son prédécesseur, Nouri Al-Maliki. Ayant exercé deux mandats consécutifs comme Premier ministre (2006-2014) au cours desquels il s'est attaché à concentrer le pouvoir exécutif entre ses mains et à domestiquer les pouvoirs législatif et judiciaire, ce dernier dispose de puissants relais à tous les rouages de ce qui, à plus d'un titre, apparaît comme un « État profond ». Sans oublier ses réseaux solidement établis au sein de la société composés de chefs tribaux, d'hommes d'affaires, de médias, de groupuscules politiques et de milices armées déployées dans tous les gouvernorats chiites.

Si purger les institutions des hommes nommés par Al-Maliki n'est pas chose aisée, un retour de ce dernier au poste de Premier ministre semble difficilement envisageable : l'hostilité à sa personne rassemble une grande partie de l'opinion publique, le Courant sadriste et la *marj'aiyya* (le clergé) de Najaf, ainsi qu'une partie du *leadership* kurde (Massoud Barzani). Al-Maliki n'abandonne pas pour autant. Conscient du fait qu'il incarne un pôle fort de l'échiquier politique chiite (il est le seul politicien à pouvoir se targuer de mobiliser autant de voix – 720 000 électeurs à Bagdad aux législatives de 2014 contre un peu plus de 5 000 pour Al-Abadi –, il continue à œuvrer dans les coulisses. Il s'appuie sur les chefs des milices chiites et joue sur les divisions des Kurdes en cultivant ses liens avec l'UPK et le parti Gorran (Parti du changement²⁰) dont la popularité a, au cours des dernières années, fortement perturbé le jeu du bipartisme kurde. Ses relations avec l'Iran demeurent très étroites même s'il tient rigueur à Téhéran de l'avoir lâché après la chute de Mossoul. Son ambition ultime est de se hisser à la tête d'un bloc parlementaire majoritaire qui lui permettrait non seulement d'être un Premier ministre de l'ombre, mais aussi de changer les règles du jeu politique : passer d'un gouvernement de coalition à un gouvernement majoritaire et renégocier les relations entre le centre et les minorités kurde et sunnite, afin d'alléger ce qui lui apparaît comme un fardeau financier et sécuritaire pour Bagdad.

20. Formé en 2009 par Nawshirwan Mustafa (1944-2017), un membre historique de l'UPK, le parti Gorran a opéré progressivement une percée électorale et ébranlé le bipartisme kurde dont il dénonce le clanisme, la corruption et les dérives autoritaires. Fortement implanté dans le gouvernorat de Suleimaniye où il supplante désormais l'UPK, il incarne une opposition libérale au sein du Parlement kurde tout en participant, jusqu'en octobre 2015, au gouvernement régional kurde. Le parti Gorran dispose également de plusieurs députés au Parlement irakien, ce qui lui permet de s'insérer pleinement dans les tractations politiques à Bagdad. Voir M. Salih, *The New Politics of Iraqi Kurdistan*, Fikra Forum/The Washington Institute For Near East Policy, 16 août 2016, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

En définitive, Haïder Al-Abadi est structurellement condamné à rester un Premier ministre faible : il peut être renversé à tout moment que ce soit au moyen d'une motion de censure au Parlement ou dans la rue par un glissement de la colère populaire vers une escalade armée dans laquelle manifestants, forces de l'ordre et milices chiites s'affronteraient en ordre dispersé, rejouant le scénario d'un soulèvement massif contre le pouvoir comparable à celui de l'*intifada* de mars-avril 1991²¹. Il suffirait d'une étincelle (par exemple, une bavure de la part des forces de l'ordre) pour que le pays s'embrace, sur fond de dysfonctionnements permanents des services publics – la fourniture d'électricité en particulier est erratique²².

L'effervescence populaire

Le Premier ministre Al-Abadi est en effet confronté depuis l'été 2015 à un mouvement de protestation populaire qui est descendu dans la rue à Bagdad et dans plusieurs autres grandes villes du sud du pays pour exprimer le rejet des partis islamistes chiites au pouvoir depuis plus d'une décennie et des politiciens qui leur sont associés. À chaque fois que ces derniers participent à des événements publics ou se rendent dans les gouvernorats, ils sont violemment pris à partie. Haïder Al-Abadi et son prédécesseur, Nouri Al-Maliki, ont tous les deux fait les frais de cette contestation, au point d'annuler bon nombre de leurs déplacements dans le pays.

Menés par des activistes, des journalistes et des intellectuels de gauche qui s'appuient fortement sur les réseaux sociaux (Facebook est très prisé en Irak) et la jeunesse estudiantine, les manifestants exigent une séparation de la religion et de l'État et une lutte drastique contre la corruption à grande échelle qui gangrène toutes les administrations. Ils sont plus ou moins issus de la classe moyenne urbaine éduquée qui ne se sent pas représentée dans un système dominé par les anciens exilés et les chefs de milices Or, cette classe moyenne s'est considérablement accrue depuis 2003 et a connu une amélioration sensible de ses conditions de vie : le PIB

21. L'*intifada* (« insurrection ») de 1991 éclate au cours de la débandade de l'armée irakienne, fuyant le Koweït sous le déluge de feu infligé par la coalition menée par les États-Unis. Dans le Sud chiite, des soldats en colère retournent alors leurs armes contre le régime et sont rejoints par une partie de la population. Dans le Nord kurde, les peshmergas prennent le contrôle du territoire et des administrations publiques. La réponse du régime de Saddam Hussein – comme celui de Bachar Al-Assad en 2011, consistera en une répression sanglante du soulèvement. Le pays chiite est repris en mains mais le Kurdistan échappe définitivement au pouvoir central. Cet épisode sanglant a profondément marqué la société irakienne et nourri un imaginaire de la révolte contre le tyran toujours prêt à s'actualiser.

22. En dépit des dizaines de milliards de dollars qui ont été consacrés à la réhabilitation du réseau électrique depuis 2003, les Irakiens ne reçoivent que 5 à 8 heures d'électricité par jour. Les défaillances de ce secteur sont devenues emblématiques de la corruption politique. Voir L. Al-Khatteeb et H. Istepanian, « Turn a Light On: Electricity Sector Reform in Iraq », *Policy Briefing*, The Brookings Institution/Brookings Doha Center, mars 2015, disponible sur : www.brookings.edu.

par tête d'habitant est passé de 440 dollars en 2003 à plus de 6 000 dollars en 2014. Au cours de la même période, le parc automobile irakien passe d'un demi-million de voitures à plus de 4,5 millions ; le pays compte aujourd'hui 29 millions d'abonnés au téléphone portable (soit 76 % de la population). Surtout, 70 % de la population a moins de 35 ans et n'a pas connu la période de la dictature ba'thiste ; elle ne se sent pas concernée par les conflits (ethniques, confessionnels, ba'histes contre exilés) qui clivent la scène politique depuis 2003. Le passé d'opposant au régime de Saddam Hussein dont se targuent le parti Al-Da'wa et les autres ex-formations d'exilés ne lui confère pas *ipso facto* un statut de représentant politique légitime à ses yeux. Par ailleurs, à Bagdad et dans les villes du sud, cette classe moyenne se mobilise contre un pouvoir qui se veut clairement « chiite » depuis 2003 et qui fonde sa légitimité sur la défense de la « nation-confession » chiite. Un slogan devenu très populaire en dit long sur le fossé qui sépare cette classe moyenne chiite des partis de gouvernement : « Au nom de la religion, les voleurs nous ont volé ! ».

Tout en veillant à ne pas afficher des positions hostiles à la religion, notamment en se montrant très respectueux de l'autorité de l'ayatollah Sistani qui les soutient, les manifestants sont parvenus à briser des tabous tels que l'hégémonie des partis islamistes chiites et la relation avec l'Iran, tout en pratiquant une critique ouverte et virulente envers des personnalités politiques de premier plan. Il n'est dès lors pas étonnant que les médias iraniens aient ouvert le feu sur cette « société civile » irakienne accusée de vouloir répandre l'athéisme. En cela, ils ont été secondés par Nouri Al-Maliki qui a estimé que « les manifestants sont des laïcs qui veulent prendre le pouvoir des islamistes ». Ammar Al-Hakim, un autre dirigeant chiite d'une formation politique au cœur des tractations pour le partage du pouvoir au sommet, n'a pas hésité à affirmer que « les manifestations s'inscrivent dans le cadre de la guerre menée par Daech contre le régime irakien », reprenant au passage la phraséologie ba'thiste de « racailles » et d'« émeutiers » (*al-ghawgha'*) utilisée par Saddam Hussein lors de l'écrasement de l'intifada chiite de 1991.

Aussi, cette dernière vague de mobilisation consacre un clivage intra-chiite. D'un côté, un camp ultra-orthodoxe, solidement ancré dans la sphère d'influence iranienne, qui voit dans la République islamique un modèle politique ; la guerre contre Daech a eu pour ce camp un effet d'aubaine, l'écrasement de l'Irak sunnite ressoude la « nation-confession » chiite et fournit une grande ressource de légitimité à la fois symbolique et matérielle (entrepreneuriat milicien). Nouri Al-Maliki et ses alliés issus de l'ordre milicien incarnent cette vision. De l'autre, un camp « civil » (*madani*) en faveur d'un État de droit débarrassé des quotes-parts

ethniques et confessionnelles, soutenu par l'ayatollah Sistani qui a envoyé ses jeunes séminaristes enturbannés soutenir les manifestants avec des banderoles exigeant « la séparation de la religion et de l'État ». Ce camp entend explorer une spécificité culturelle et une voie démocratique proprement irakiennes comme l'exprime le slogan « Iran dehors, Bagdad libre » (*Iran barra, Baghdad Hurra*).

Entre ces deux camps, le positionnement du Premier ministre Haïder Al-Abadi manque de clarté et ne cesse de changer. Il a semblé au départ choisir le camp de la société civile en faisant sienne la nécessité de réformer le processus politique. Il a supprimé dès l'été 2015 plusieurs ministères et une centaine de postes de directeurs généraux dans la fonction publique ; il a surtout supprimé les trois postes de vice-présidents de la République qui servaient uniquement à assurer à leurs détenteurs l'accès aux ressources de l'État. Nouri Al-Maliki, qu'il a critiqué en des termes virulents, n'hésitant pas à le comparer au tyran déchu (Saddam Hussein) était visé par cette mesure même si les deux autres vice-Présidents (Iyad Allaoui et Oussama Al-Nujaifi) ont dû également quitter leurs fonctions. Quant aux parlementaires, Al-Abadi a décidé d'abaisser leurs salaires ainsi que la taille des armées de gardes du corps affectées à leur protection. Sous la pression populaire, le Parlement a enfin voté plusieurs lois fondamentales laissées en suspens depuis 2005, dont la loi sur les partis politiques et celle sur la liberté de la presse. De son côté, la Commission pour l'intégrité a mis en accusation plusieurs dizaines de hauts responsables dont des ministres ainsi que l'ancien maire de Bagdad. Certaines de ces réformes exigent une révision de la Constitution (suppression des vice-présidences) ; d'autres, une modification de la loi (fusion de certains ministères).

L'inconnue Sadriste

Bien que, depuis l'été 2015, cette mobilisation populaire se poursuive tous les vendredis, le mouvement reste faible en dépit du soutien *a priori* contre-nature que lui apporte le puissant courant de Moqtada Al-Sadr, fils d'un ayatollah assassiné sous le régime de Saddam Hussein et devenu depuis 2003 l'icône des populations chiites déshéritées qui veulent renverser le système. Ce dernier est un acteur atypique de la scène islamiste chiite. Il occupe, en effet, une position intermédiaire, à mi-chemin entre l'*establishment* au pouvoir depuis 2003 et la contestation antisystème, ce qui lui vaut d'être qualifié par ses concurrents élitistes de « Tiers-État » qui demande « à être quelque chose ». Les Sadristes sont capables de mobiliser la rue mieux que toutes les autres formations politiques ; ils disposent aussi des armes pour s'opposer au camp formé par

Nouri Al-Maliki et les milices du Hashd. Si la confrontation se concrétisait, elle enclencherait une guerre civile intra-chiite pour le leadership de la majorité. C'est pourquoi Al-Maliki répète à l'envi que cette guerre serait sanglante : « homme contre homme et arme contre arme » (*al-rijjal bi-l rijjal wa-l silah bi-l silah*).

Moqtada Al-Sadr pratique depuis longtemps une politique du bord du gouffre imprévisible, tout en cherchant à affermir l'image d'un mouvement discipliné, loin des débordements du passé et des exactions commises par ses hommes contre les civils sunnites au lendemain de l'attentat contre le mausolée chiite de Samarra (2006). En 2003, l'Autorité provisoire de la coalition occupante avait désigné les Sadristes comme ses ennemis au même titre que les insurgés sunnites. Ils avaient été exclus du champ politique, ce qui avait grandement profité au parti Al-Da'wa et au CSII.

Aujourd'hui les Sadristes se sont assagis ; ils ont un pied dans la rue et un pied dans le processus politique (un bloc parlementaire et plusieurs ministres, des milliers de partisans dans les rangs des forces de sécurité régulières et des miliciens). Moqtada Al-Sadr n'a certes ni le charisme ni le talent oratoire de son coreligionnaire libanais Hassan Nasrallah dont il s'inspire beaucoup, mais il jouit d'une immense popularité héritée de l'aura de son père, l'ayatollah Mohammad Sadeq Al-Sadr, assassiné en 1999 à Najaf. Cette filiation le singularise : il est le seul sur la scène politique à provoquer une telle hystérie collective autour de sa personne et à peser aussi lourdement sur le pouvoir. Ses partisans n'hésitent pas à scander : « Ô Qassem Ô Suleimani, ce Sadr est d'essence divine ! » (*ya Qassem ya Sleimani, hadha al-Sadr Rabbani*). Ses relations avec l'Iran ont par ailleurs toujours été problématiques. Exilé un temps à Qom pour échapper à la répression qui a visé ses partisans sous le gouvernement de Nouri Al-Maliki et au mandat d'arrêt qui l'a personnellement visé dans l'enquête sur le meurtre à Najaf, en avril 2003, d'un clerc religieux (Abd Al-Majid Al-Khu'i) rentré de Londres avec les armées américaine et britannique, il semblait alors bénéficier des faveurs de Téhéran dans le but de rendre l'occupation américaine de l'Irak aussi coûteuse que contre-productive. Sa milice, l'Armée du Mahdi (rebaptisée Brigades de la paix), n'aurait certainement pas vu le jour sans le soutien financier et l'encadrement militaire de l'Iran et de son sous-traitant régional, le Hezbollah libanais. Pourtant, Téhéran se méfie notablement de Moqtada Al-Sadr, lui reprochant son inconstance politique, ses déclarations à l'emporte-pièce et surtout sa promptitude à réactiver un nationalisme irakien toujours hostile aux interférences du voisin chiite. Sa volonté de nouer des liens avec les pays du Golfe (Arabie Saoudite et Qatar) n'a fait qu'accroître la méfiance de l'Iran à son égard.

Jouant sur l'obéissance aveugle au chef qui imprègne ses jeunes partisans, Moqtada Al-Sadr tient une posture mélangeant démagogie, populisme et radicalisme chiite, reprenant les accents mahdistes de son défunt père. Il oscille constamment entre pragmatisme et tentation révolutionnaire. Autrement dit, entre l'amélioration de sa part du pouvoir et des ressources grâce à des manœuvres politiciennes dans la Zone verte et le déferlement de ses partisans sur ce sanctuaire de moins de 10 km² au cœur de la capitale qu'il entend « arracher et extirper » (*shala' gala'*) pour remédier à tous les maux du pays, selon le slogan qu'il a popularisé au printemps 2016. Après plusieurs rassemblements proclamés « millionnaires » et des *sit-ins* aux portes de la Zone verte, Al-Sadr est symboliquement entré seul dans ce sanctuaire de la politique politicienne puis a laissé ses partisans prendre d'assaut le Parlement (30 avril 2016) pour finir par leur ordonner de se disperser calmement. Une fois de plus, sa stratégie du bord du gouffre échoue à changer de quelque manière que ce soit le *statu quo*²³.

L'échec de Al-Abadi à enclencher une dynamique réformiste, notamment par la mise en place d'un gouvernement de technocrates au-dessus des affiliations ethniques et confessionnelles, est lourd de conséquences : il a dilapidé l'immense soutien que la société civile et l'ayatollah Sistani lui avaient apporté pour impulser le changement dans un régime sans tête, devenu lui-même une source d'instabilité et de violence. Pas plus en Afghanistan qu'en Irak, le kit de transition démocratique fourni de l'extérieur ne peut produire de résultats tangibles tant qu'un segment important de la population, ici les arabes sunnites, continue de se sentir exclu et marginalisé, tandis que la corruption généralisée bloque tout effort de réelle reconstruction économique. La Constitution adoptée en 2005, les institutions établies (Parlement, commissions indépendantes, Haute Cour de Justice, etc.) ainsi que les multiples scrutins électoraux n'ont pas structuré le champ politique irakien. Le Parlement est totalement impuissant ; malversations et brutalités (assassinats, torture dans les centres de détention de l'État ou des milices, pillages, massacres collectifs) restent impunies et deviennent la norme plutôt que l'exception. La société irakienne survit dans une accoutumance diffuse à la violence qui la rend brutale en retour.

23. Voir R. Mansour et M. D. Clark, « Is Muqtada Al-Sadr Good for Iraq? », 2 mai 2016, disponible sur : www.iraqstudies.com.

L'Irak comme arène d'une montée des tensions américano-iraniennes ?

Le legs de l'administration Obama

Jusqu'à présent, les États-Unis et l'Iran, les deux puissances extérieures en concurrence sur le territoire irakien semblaient plus ou moins s'accorder sur un duopole. Il s'agissait pour elles de préserver l'entité post-ba'thiste qu'elles ont grandement contribué à façonner en se répartissant les tâches sécuritaires et les zones d'influence. Leur objectif ultime était d'éviter à « l'implacable politique-fiction²⁴ » irakienne une rupture prompte à précipiter tous ses acteurs, à commencer par les factions chiïtes, dans une guerre civile d'une tout autre ampleur.

Convaincue que les États-Unis n'ont pas les moyens de façonner les sociétés arabes, l'administration Obama avait intériorisé l'échec de ses prédécesseurs en Irak²⁵. La peur de l'engrenage politico-militaire a dans un premier temps hâté le désengagement puis justifié une politique d'influence dans les coulisses de la Zone verte en s'appuyant sur ce qu'il restait à Washington de leviers au sein de la classe politique et des forces armées, notamment le Service du contre-terrorisme (CTS) et les quelque 5 000 militaires américains maintenus dans le pays au titre de la formation des troupes irakiennes. Cette stratégie, dont le coût est relativement faible pour le contribuable américain, équivaut à entériner implicitement la tripartition *de facto* du pays. Concrètement, les États-Unis continuent à financer et à armer directement les peshmergas kurdes sans obtenir l'aval de Bagdad (mémoire signé le 12 juillet 2016 à Erbil entre des représentants du Pentagone et le ministère des peshmergas dont le contenu a été délibérément laissé vague). Ils ont renforcé leur présence dans des bases militaires dans le Triangle sunnite (Ain Al-Assad, Gayyara, etc.) et tentent de reconstituer des milices tribales sunnites, pâle copie des *Sahwas* (Conseils du réveil tribal) de 2006-2007 créées et

24. Voir L. Al-Rachid, « L'implacable politique-fiction irakienne », *Orient XXI*, 5 octobre 2016, disponible sur : <http://orientxxi.info>.

25. Voir P. Harling et A. Simon, « Obama's Iraq Policy That Curious Feeling of *deja-vu* », *Synaps*, 4 octobre 2016, disponible sur : www.synaps.network.

encadrées par l'armée américaine pour combattre Al-Qaïda dans la province d'Al-Anbar.

Surtout, l'accord historique signé avec l'Iran sur le dossier nucléaire a entériné un revirement de taille dans la stratégie sécuritaire américaine en Irak. Alors que certaines milices de la Mobilisation populaire avaient longtemps combattu l'occupation américaine, elles ont été considérées, après la chute de Mossoul, comme des alliées dans la guerre contre le terrorisme. La République islamique d'Iran ne pouvait que se féliciter de ce revirement et tirer tous les bénéfices de la nouvelle donne géopolitique produite par le retrait militaire américain en 2011 et son corollaire, l'émergence de l'EI. L'Iran a désormais les coudées franches pour mener une politique régionale agressive et tournée vers la défense du chiisme ; est-ce à dire qu'il est le maître absolu du processus politique à Bagdad ? L'Irak est certainement devenu un enjeu de politique intérieure pour Téhéran. Ce sont directement les Gardes révolutionnaires avec à leur tête le Général Qassem Soleimani qui ont la haute main sur la politique vis-à-vis de l'Irak²⁶ ; ils retrouvent dans cette arène un second souffle révolutionnaire et un espace économique vital. En effet, ils ont supervisé la consolidation des échanges commerciaux entre les deux pays, procédé à des investissements directs et pris des parts de participation, notamment dans le secteur bancaire irakien, une technique qui leur permet d'alléger le poids des sanctions internationales visant leur pays. Leurs liens avec les milices chiites irakiennes et leurs chefs sont organiques, ce qui leur confère une influence militaire indiscutable ; ils sont par ailleurs les seuls à pouvoir réguler le champ politique chiite irakien, à contenir ses dissensions et à forcer tous ses acteurs au compromis. Y compris par le contrôle de la *marja'iyya* religieuse de Najaf : l'ayatollah Sistani s'évertue depuis 2003 à incarner un pôle indépendant sans doute un peu trop hâtivement labellisé « nationaliste irakien » mais il est l'un des derniers « grands *marja'* » (autorité cléricale suprême). Après lui, cette autorité religieuse risque fort de se diluer entre plusieurs ayatollahs, un pluralisme dont l'Iran saura mieux que quiconque tirer avantage.

Le revirement vers un endiguement de l'influence iranienne

L'administration Trump va-t-elle changer cette collusion américano-iranienne en Irak en même temps qu'elle se montre plus interventionniste en Syrie, deux pays dont les évolutions politiques s'entremêlent de plus en

26. La plupart des ambassadeurs iraniens envoyés à Bagdad sont issus du corps des Gardiens de la révolution.

plus ? Les débuts de la nouvelle équipe américaine ont été confus et peu convaincants vis-à-vis de l'Irak : inapplicabilité d'un décret suspendant l'entrée aux États-Unis de ressortissants de sept pays à majorité musulmane, dont l'Irak ; promesse d'éradiquer l'EI en Irak et en Syrie en 30 jours ; volonté annoncée de « confisquer » le pétrole irakien pour financer l'effort de guerre américain. Une politique étrangère plus réaliste semble cependant s'esquisser, avec moins de déclarations à l'emporte-pièce. Le Département d'État, largement hostile au nouveau président, est désormais marginalisé : l'heure n'est plus à un engagement minimal au Levant et dans l'ensemble de la région. C'est au ministère de la Défense, dirigé par le Général James Mattis, qu'est laissé le soin de définir les grandes lignes de la nouvelle politique. Surnommé le « chien fou », ce vétéran de la guerre d'Irak, s'y était fait remarquer par son penchant pour la manière forte et sa relative indifférence aux dommages collatéraux²⁷. Il a d'ores et déjà assoupli les règles d'engagement de l'aviation américaine dans la bataille de Mossoul avec les conséquences désastreuses pour la population civile auxquelles on peut s'attendre. Par ailleurs, en juin 2017, la coalition aérienne est restée silencieuse sur les bombardements, pourtant avérés, au phosphore blanc de la vieille ville de Mossoul.

En Irak comme en Syrie et au Yémen, une logique de militarisation de la politique américaine au Moyen-Orient prévaut donc désormais (commandos, augmentation du nombre des forces américaines au sol et participation directe aux combats, drones et bombardements aériens accrus²⁸). Cette logique n'est pas sans rapport avec l'augmentation considérable du budget américain de la Défense (chiffré à 54 milliards de dollars). À en juger par ses déclarations lors de sa visite en grande pompe à Riyad (21 mai 2017), le président Trump entend surtout endiguer l'influence iranienne, non seulement en Irak mais dans l'ensemble du Moyen-Orient. L'Iran et son principal allié, le Hezbollah libanais, se retrouvent désormais accusés de terrorisme au même titre que l'EI. Tout en renforçant les bases militaires américaines qui existent déjà en Irak (notamment la base aérienne d'Al-Gayyara à 60 kilomètres au sud de Mossoul, sur la route stratégique menant vers la frontière syrienne), son administration a insisté auprès du Premier ministre Al-Abadi sur la nécessité de dissoudre les milices chiïtes et manœuvre en sous-main pour favoriser l'émergence d'une coalition politique relativement distante de l'Iran et regroupant des islamistes chiïtes « modérés » ainsi que des

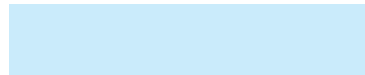
27. Voir D. Filkins, « James Mattis, a Warrior in Washington », *The New Yorker*, 29 mai 2017, disponible sur : www.newyorker.com.

28. Voir A. Rashid « Trump in the Middle East: The New Brutality », *The New Review of Books*, 28 mars 2017, disponible sur : www.nybooks.com.

représentants de la société civile. Un volet économique complète ce tableau : les États-Unis veulent regagner une importance économique en Irak en proposant une sorte de nouvelle formule « pétrole contre reconstruction » qui leur donnerait la part du lion dans les contrats liés à la remise en état des régions sinistrées et aux infrastructures en général. Certes l'Iran ne souhaite nullement une rupture du processus politique irakien, qui risquerait de plonger ses protégés chiites dans un affrontement généralisé. Il sera néanmoins peu disposé à céder le rôle de puissance tutélaire qu'il exerce depuis 2003.

Conclusion

De façon générale, le démantèlement de l'assise territoriale du Califat islamique annonce de sérieuses complications. Il impose d'énormes défis en termes de gouvernance politique et d'urgence humanitaire, en Irak comme en Syrie. Il risque aussi d'ouvrir de nouvelles voies de dispersion géographique au djihadisme, phénomène extrêmement résilient sur le plan idéologique. Face à lui, l'outil militaro-sécuritaire n'a produit qu'un demi-succès – ou un demi-échec. Une fois de plus, l'Irak et son système politique déficient auront peu de chance de parvenir à une pacification durable et à une restauration de la capacité étatique ; ils continueront à se prêter à un jeu d'affrontement et de compromis entre puissances internationales et régionales, doublé sur le plan local par une course entre factions politiques cherchant à accaparer le pouvoir. Une configuration qui pour de longues années à venir se fera au détriment de la population.



ifri

institut français
des relations
internationales

